

Le président Sissi aura un "concurrent" à la présidentielle

Egypte Des voix dénoncent un simulacre de scrutin et appellent au boycott de l'élection prévue en mars.

Le printemps s'annonce radieux pour Abdel Fattah al-Sissi puisqu'il devrait être reconduit à la tête de l'Égypte. Le Président a la voie si dégagée que l'élection présidentielle, dont le premier tour aura lieu du 26 au 28 mars, ne devrait être pour lui que pure formalité. Ses principaux adversaires sont désormais tous hors course. Et ce n'est pas Moussa Moustapha Moussa, qui s'est déclaré lundi, jour de clôture des candidatures, qui lui fera de l'ombre. Au contraire, cet homme politique, président du parti libéral Al Ghad, est considéré comme l'un des (nombreux) appuis du président. Il devrait donc, si sa candidature est validée, lui servir de faire-valoir. Sans lui, le Président serait candidat unique.

L'homme fort du pays – depuis qu'à la tête de l'armée il a débarqué, mi-2013, le président élu Mohamed Morsi – a un tel boulevard devant lui que le seul suspense du scrutin présidentiel sem-

ble résider dans cette question : battra-t-il son score de 96,9 % des voix récolté il y a quatre ans ?

Cette perspective de plébiscite à moindre risque pour M. Sissi a poussé certaines personnalités, dont l'ancien député Mohamed Anouar el Sadate (qui avait refusé de se déclarer candidat plus tôt ce mois) et l'ancien candidat à la présidentielle de 2012 Abdel Moneim Aboul Fotouh, à appeler la population au boycott de l'élection et à la non-reconnaissance de son résultat. Dans une déclaration publiée dimanche, ceux-ci dénoncent la "confiscation du droit des Egyptiens à (avoir) une élection libre". Ils soulignent aussi que la politique de répression des autorités a atteint son comble avec l'arrestation, la semaine dernière, du général à la retraite Sami Anan, qui venait de se déclarer candidat.

Ils expriment enfin leurs préoccupations quant à de possibles velléités de réviser la Constitution, dans le sens d'une non-limitation du nombre de mandats présidentiels... Un projet qui, s'il était mené à bien, marquerait un retour flagrant à l'ancien régime, renversé par la révolution qui battait son plein il y a juste sept ans.

V.B.

Cette perspective de plébiscite à moindre risque pour M. Sissi a poussé des personnalités à appeler au boycott de l'élection.